



Numéro PPQ/9404

lundi 9 mars 2015

Les grands titres:

- La Commission de l'ONU sur le statut de la femme donne le coup d'envoi de sa session annuelle
- Iraq : Ban Ki-moon indigné par la destruction de sites culturels
- Le chef de l'ONU appelle à renforcer le partenariat avec l'Union européenne
- Le HCR se félicite de la participation de nouvelles personnalités à sa campagne contre l'apatridie
- Un Britannique nommé comme nouveau Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires
- La Commission de l'ONU sur les stupéfiants s'ouvre à Vienne
- Mali : l'ONU condamne une attaque terroriste à Kidal
- L'ONU appelle à libérer le pouvoir des femmes pour garantir l'avenir de chacun
- Mali : l'ONU condamne une attaque terroriste meurtrière à Bamako

La Commission de l'ONU sur le statut de la femme donne le coup d'envoi de sa session annuelle



9 mars - La Commission des Nations Unies sur le statut de la femme a donné le coup d'envoi de sa session annuelle au siège de l'ONU lundi à New York au cours de laquelle les participants discuteront des progrès réalisés et des efforts encore à faire en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes.

Les Etats membres de l'ONU, des organisations de la société civile et des organes de l'ONU vont discuter de la mise en œuvre de la Déclaration de Beijing de 1995 et de la plateforme d'action. La session de cette année marque le 20ème anniversaire de ce rassemblement historique.

Pendant deux semaines, les participants vont notamment débattre de l'accès des femmes et des filles à l'éducation et de leur accès à emploi et au travail décent.

La Commission sur le statut de la femme a adopté à l'unanimité lundi à sa séance d'ouverture une déclaration politique marquant le 20ème anniversaire de la Conférence de Beijing.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, et le Président de l'Assemblée générale, Sam Kutesa, ont fait partie des intervenants.

« Nous sommes ici parce que 2015 est une année cruciale pour faire progresser la cause de l'égalité des sexes. Si le nouveau programme de développement est véritablement transformateur, les femmes doivent être en son centre et devant », a dit M. Ban dans un discours.

Le chef de l'ONU a rappelé que les femmes continuaient de souffrir de manière disproportionnée de la crise économique,



des effets des changements climatiques, des déplacements causés par les conflits, et de persécutions.

« Les groupes extrémistes continuent d'attaquer de manière systématique et vicieuse les femmes et les filles. La communauté internationale doit traduire son indignation sous forme d'assistance, de services, de soutien et de justice », a-t-il souligné.

« Mais les femmes ne sont pas seulement des victimes. Elles sont des agents de progrès et de changement », a-t-il insisté. « Les femmes et les filles ayant de l'autonomie sont les meilleurs agents de la croissance, le meilleur espoir pour la réconciliation, et la meilleure protection contre la radicalisation de la jeunesse et la répétition des cycles de violence ».

Ban Ki-moon a noté que d'importants progrès avaient été réalisés depuis la Conférence de Beijing en 1995. « En même temps, les progrès restent lents, ce qui est inacceptable, et les gains ne sont pas irréversibles », a-t-il ajouté.

Le Président de l'Assemblée générale, Sam Kutesa, a pour sa part estimé que "l'anniversaire de Beijing représente une occasion historique pour mobiliser tous les acteurs afin d'accélérer et faire progresser de manière effective l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes".

"J'encourage les hommes et les garçons à s'impliquer de plus en plus pour aider à briser les préjugés sexistes et les normes et pratiques discriminatoires", a-t-il ajouté.

Parmi les autres intervenants, il y a eu notamment la Présidente de la Commission sur l'enseignement supérieur des Philippines, Patricia Licuanan, la Directrice d'ONU-Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, le Vice-Président du Conseil économique et social (ECOSOC), Oh Joon, et l'Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Helen Clark.

Mme Mlambo-Ngcuka a estimé qu'il fallait mieux lutter contre les problèmes affectant les femmes, y compris les conflits et les crises financières et environnementales. « Nous devons servir d'une meilleure manière les femmes handicapées et marginalisées qui sont visées pour leur orientation sexuelle », a-t-elle ajouté.

Helen Clark a souligné de son côté comment le PNUD a cherché à traduire la Plateforme d'action de Beijing en améliorations concrètes pour la vie des femmes et des filles. « Nous travaillons avec les gouvernements, les organisations de femmes, et la société civile en général pour répondre aux besoins des femmes et des filles et promouvoir le leadership et la participation des femmes dans tous les domaines de développement », a-t-elle dit.

Iraq : Ban Ki-moon indigné par la destruction de sites culturels



9 mars - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est déclaré indigné par la destruction du patrimoine culturel en Iraq par l'EIIL (Etat islamique d'Iraq et du Levant), alors que des informations font état de la démolition de la ville antique de Hatra, un site du patrimoine mondial de l'UNESCO dans le nord du pays.

« Le Secrétaire général lance un appel urgent à la communauté internationale pour qu'elle mette fin rapidement à cette activité terroriste odieuse et qu'elle lutte contre le trafic illicite d'objets culturels, comme l'exigent les résolutions du Conseil de sécurité 2170 (2014) et 2199 (2015) », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse publiée dimanche soir.

« Le Secrétaire général répète que la destruction délibérée de notre patrimoine culturel commun constitue un crime de guerre et que les auteurs doivent être tenus responsables », a-t-il ajouté.

Selon la presse, l'EIIL s'est attaqué samedi à Hatra, une antique cité parthe en pierre de taille, dont les vestiges vieux de deux mille ans s'épanouissent sur trois cent vingt-quatre hectares. Cette attaque survient après le saccage, jeudi 26 février, du Musée de Mossoul, deuxième ville d'Iraq située à 110 kilomètres au nord de Hatra, et après les attaques, jeudi 5 mars, contre le site assyrien de Nimrud, entre Mossoul et Hatra.

Le chef de l'ONU appelle à renforcer le partenariat avec l'Union européenne



9 mars - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies consacrée à la coopération de l'Organisation avec l'Union européenne, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé à renforcer ce partenariat, rappelant les progrès réalisés dans ce domaine ces dernières années.

« Les défis sont trop complexes pour qu'une seule organisation ou une seule nation puisse les relever seule, d'où la nécessité des partenariats et de l'innovation », a dit le chef de l'ONU dans un discours devant les membres du Conseil de sécurité et la chef de la

diplomatie européenne, Federica Mogherini.

« Le partenariat stratégique entre l'Union européenne et l'ONU est profondément ancré. Nos organisations partagent les mêmes valeurs et tiennent toutes deux à ce que les problèmes de sécurité soient gérés collectivement et pacifiquement pour qu'il n'y ait pas de conflits », a-t-il ajouté.

Selon lui, « en ces temps de crises multiples, il est plus nécessaire que jamais de renforcer ce partenariat pour la paix, les droits de l'homme et le développement durable ». « Et il est plus nécessaire que jamais que l'Europe surmonte les frictions et difficultés internes qu'elle rencontre pour rester efficace dans les missions importantes qu'elle mène au-delà de ses frontières », a-t-il dit.

Selon lui, « au cours des dernières années, l'ONU et l'UE ont progressé significativement dans leurs efforts communs en faveur de la paix et de la sécurité à travers le monde ».

« Mais nous rencontrons encore des difficultés pour susciter une action rapide avant qu'une situation se détériore de manière visible », a estimé le chef de l'ONU.

Il a cité la République centrafricaine, le Mali et la Somalie comme « excellents exemples de la nature complémentaire du partenariat entre l'ONU et l'Union européenne ».

« Etant donné l'ampleur des défis auxquels nous sommes confrontés, il est de notre responsabilité de continuer à explorer les scénarios où nous pouvons utiliser nos efforts combinés », a-t-il estimé.

Le HCR se félicite de la participation de nouvelles personnalités à sa campagne contre l'apatridie



9 mars - A l'occasion de la Journée internationale de la femme qui a été célébrée le 8 mars, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), a tenu à rappeler que, dans 27 pays, les femmes n'ont toujours pas le droit de transmettre leur nationalité à leurs enfants dans les mêmes conditions que les hommes, perpétuant ainsi un cycle cruel d'apatridie.

Dans le monde entier, au moins 10 millions de personnes n'ont pas de nationalité – une situation qui les prive souvent de l'accès aux droits les plus élémentaires : l'éducation, les soins de santé, les services sociaux, la capacité d'ouvrir un compte en banque, d'acheter une maison et même de se marier.

La réforme des lois sur la nationalité est un élément essentiel de la campagne du HCR #J'Existe pour mettre fin à l'apatridie.

Afin de promouvoir des actions dans ce domaine précis, et pour combattre l'apatridie en général, le HCR a annoncé une nouvelle liste d'éminents supporters ayant signé la lettre ouverte de la campagne #J'Existe qui encourage les dirigeants du monde entier à mettre fin à l'apatridie d'ici 2024.

Les nouveaux supporters de la campagne du HCR #J'Existe pour mettre fin à l'apatridie incluent : Tawakkol Karman, lauréate du Prix Nobel et activiste pour la défense des droits de l'homme, originaire du Yémen ; Mairead Maguire, lauréate du Prix Nobel et activiste pour la défense des droits de l'homme, originaire d'Irlande ; Boutros Boutros-Ghali, ancien Secrétaire général des Nations Unies ; Dr Salim Ahmed Salim, ancien Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine et ancien Premier ministre de la République de Tanzanie ; Rokia Traoré, chanteuse, compositeur, originaire du Mali ; Angelique Kidjo, chanteuse, compositeur, originaire du Bénin ; Zainab Salbi, auteur et fondatrice de l'organisation Women for Women International ; Peter Capaldi, acteur britannique ; Neil Gaiman, écrivain et auteur.

Ces supporters s'ajoutent à une longue liste d'autres éminents signataires parmi lesquels figurent plusieurs anciens chefs d'Etat et de célèbres défenseurs des droits de l'homme comme l'Archevêque Desmond Tutu, l'Envoyée spéciale du HCR Angelina Jolie et l'ancienne Secrétaire d'Etat des Etats-Unis Madeleine Albright.

Mardi 10 mars, le HCR co-organisera un événement au siège des Nations Unies à New York pour attirer l'attention sur la question de l'apatridie, afin d'encourager les Etats à réformer leurs lois sur la nationalité.

Au cours des 10 dernières années, une douzaine de pays ont réformé leurs lois pour permettre aux femmes de transmettre leur nationalité à leurs enfants dans les mêmes conditions que les hommes. L'événement de New York créera une dynamique conduisant à une conférence organisée par les Nations Unies en septembre au cours de laquelle davantage de gouvernements devraient s'engager à réformer leurs lois pour assurer la parité entre les genres en matière de nationalité.

Un Britannique nommé comme nouveau Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires



9 mars - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a annoncé lundi la nomination de Stephen O'Brien, du Royaume-Uni, comme Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, en remplacement de Valerie Amos, également du Royaume-Uni.

M. Ban a exprimé sa gratitude envers Mme Amos pour son travail au service des Nations Unies et de la communauté humanitaire.

Valerie Amos avait annoncé en novembre 2014 son intention de quitter son poste.

M. O'Brien a une grande expérience dans le domaine de la diplomatie multilatérale et des campagnes de sensibilisation, en particulier dans la lutte contre le paludisme et les maladies tropicales négligées, précisent les Nations Unies dans un communiqué de presse, qui souligne « sa contribution significative à la réalisation par son pays de l'objectif de 0,7% du produit national brut allant à l'aide publique au développement ».

Stephen O'Brien est actuellement membre du Parlement britannique et le Représentant spécial du Royaume-Uni pour le Sahel depuis 2012, « travaillant de manière intense avec les partenaires internationaux pour obtenir la paix au Mali et dans les pays voisins ».

La Commission de l'ONU sur les stupéfiants s'ouvre à Vienne



Le Directeur exécutif de l'ONUDC, Yury Fedotov. Photo ONU/Jean-Marc Ferré

9 mars - La 58ème session de la Commission des Nations Unies sur les stupéfiants s'est ouverte lundi à Vienne, en Autriche, le Directeur exécutif de l'Office de l'ONU contre la drogue et le crime (ONUDC), Yury Fedotov, soulignant le rôle vital de cette commission au sein du système des Nations Unies.

« En travaillant avec vous, nous avons mis en place des réponses inter-régionales intégrées reliant les programmes mondiaux, régionaux et nationaux de l'ONUDC afin de s'attaquer aux défis des drogues illicites », a dit M. Fedotov dans un discours devant les participants de cette session.

La 58ème session de la Commission sur les stupéfiants se déroule du 9 au 17 mars à Vienne.

Cette session « est d'une importance particulière car elle contient un segment dédié aux préparatifs pour la Session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU sur les problèmes liés à la drogue au niveau mondial qui va avoir lieu en 2016 », a souligné le Directeur exécutif de l'ONUDC.

Environ 1.000 délégués représentant les Etats membres, des organisations inter-gouvernementales, la société civile et les médias, participent à cette session annuelle pour discuter de la question des stupéfiants. Cette année, la Commission va discuter de 12 projets de résolutions et 65 manifestations en marge de la session sont prévues.

Mali : l'ONU condamne une attaque terroriste à Kidal



8 mars - Le Conseil de sécurité des Nations Unies et le Secrétaire général Ban Ki-moon ont fermement condamné dimanche l'attaque meurtrière qui a visé le camp de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) à Kidal, dans le nord du pays.

Ces attaques ont causé la mort de deux enfants et d'un Casque bleu tchadien, et fait de nombreux blessés, précise le Conseil dans un communiqué de presse.

Les membres du Conseil ont présenté leurs condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'aux gouvernements et aux peuples du Mali et du Tchad, ainsi qu'à la MINUSMA. Ils ont rendu hommage aux Casques bleus tchadiens pour leurs sacrifices et leurs efforts au sein de la MINUSMA.

Le Conseil de sécurité a appelé le gouvernement malien à enquêter rapidement sur cette attaque et à traduire les auteurs en justice.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a également condamné fermement l'attaque qui a tué deux enfants maliens ainsi qu'un Casque bleu tchadien de l'ONU et blessé onze casques bleus et trois civils.

« L'attaque meurtrière au mortier et les tirs de roquettes sur le camp de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) à Kidal s'est traduite par au moins quatre obus qui ont atterri à l'intérieur du camp et sur une habitation civile à l'extérieur du camp », a dit le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse. « L'assassinat de casques bleus de l'ONU et de civils maliens est intolérable et une violation du droit humanitaire international ».

« Cette tentative flagrante de faire obstruction au progrès à un moment crucial dans le processus politique malien est répréhensible », a-t-il ajouté. « Le Secrétaire général encourage tous les Maliens à rejeter la violence et l'intimidation et à

poursuivre les efforts afin d'arriver à une résolution pacifique du conflit ».

M. Ban a présenté ses condoléances aux familles du Casque bleu et des enfants qui ont perdu la vie dans cette attaque, et exprimé ses vœux de prompt rétablissement à ceux qui ont été blessés. Il présente également ses condoléances au gouvernement et peuple du Tchad.

Samedi, le Conseil de sécurité et le Secrétaire général Ban Ki-moon ont condamné dans les termes les plus forts une autre attaque terroriste qui a eu lieu dans la capitale malienne Bamako, le 7 mars 2015, et a causé la mort de cinq personnes et fait sept blessés.

L'ONU appelle à libérer le pouvoir des femmes pour garantir l'avenir de chacun



8 mars - A l'occasion de la Journée internationale de la femme qui est célébrée ce dimanche 8 mars, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé à permettre aux femmes de réaliser leur potentiel afin de garantir l'avenir de chacun.

« En cette année charnière pour la progression de la cause des droits fondamentaux des femmes, la communauté internationale œuvre dur afin de mettre en place un nouveau programme de développement durable, qui fasse fond sur les objectifs du Millénaire pour le développement et élabore des politiques et des investissements sociaux pour la génération future », a souligné M. Ban dans un message à l'occasion de cette journée.

« Afin d'être réellement porteur de changement, le programme de développement pour l'après-2015 doit établir des priorités en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. Le monde ne pourra jamais atteindre pleinement ses objectifs si la moitié des habitants de la planète ne sont pas en mesure de réaliser leur potentiel », a-t-il ajouté. « C'est en libérant le pouvoir des femmes que nous pourrions garantir l'avenir de chacun ».

Le Secrétaire général a participé dimanche à New York à une marche en faveur de l'égalité des sexes et des droits des femmes. « Une action globale est nécessaire. Merci de votre soutien », a-t-il dit à l'adresse des participants à la marche.

Dans son message, le chef de l'ONU a rappelé que depuis l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing en 1995, jamais autant de filles n'avaient eu accès à l'éducation. « Le nombre de femmes qui meurent en couches a été pratiquement réduit de moitié. Les femmes sont toujours plus nombreuses à diriger une entreprise, un gouvernement ou une organisation internationale, avancées dont je ne peux que me féliciter », a-t-il ajouté.

« Dans le même temps, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, il nous faut admettre que les gains ont été lents et inégaux, et que nous devons en faire bien davantage pour accélérer les progrès partout », a-t-il encore dit.

La Directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, a également exhorté les pays à « accélérer la cadence » dans l'instauration de l'égalité des sexes.

« Nous exhortons nos pays à « franchir le pas » en faveur de l'égalité des sexes, et à réaliser des progrès concrets d'ici à 2020. Notre objectif consiste à vivre dans un monde 50-50 avant 2030 », a-t-elle dit dans un message. « Le monde doit parvenir à la pleine égalité afin que l'humanité puisse prospérer ».

Lors d'un débat de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies vendredi pour célébrer la Journée de la femme, la Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Michaëlle Jean, a rappelé les souffrances des femmes et des filles à travers le monde.

Elle a notamment souligné le triste destin imposé aux écolières enlevées par le groupe extrémiste Boko Haram au Nigéria depuis bientôt un an et « dont nous n'avons plus la moindre trace ».

Elle a rappelé que la majorité des conflits internes, qui minent de nombreux pays depuis la fin de la guerre froide, et l'embrigadement de jeunes et de femmes et filles opéré à grande échelle par les groupes terroristes, trouvent la plupart du temps leurs racines dans les inégalités, les injustices et la pauvreté persistantes.

Mme Jean a en outre déclaré qu'il n'y a pas de développement possible sans l'apport des femmes, qui constituent la moitié de l'humanité, et elle a noté qu'« exclure les femmes c'est se condamner à ne pas réussir ». L'égalité entre hommes et femmes et l'autonomisation économique de ces dernières ne sont pas seulement l'affaire des femmes, a-t-elle plaidé, ajoutant que l'implication des hommes est à cet égard indispensable.

Mali : l'ONU condamne une attaque terroriste meurtrière à Bamako



7 mars - Le Conseil de sécurité des Nations Unies et le Secrétaire général Ban Ki-moon ont condamné samedi dans les termes les plus forts l'attaque terroriste à Bamako, au Mali, le 7 mars 2015, qui a causé la mort de cinq personnes et fait sept blessés.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil de sécurité ont présenté leurs sincères condoléances aux familles des victimes ainsi qu'aux gouvernements du Mali, de Belgique et de France. Ils ont souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

Parmi les blessés, on compte deux experts internationaux travaillant pour les Nations Unies.

Le Conseil de sécurité a appelé “le gouvernement du Mali à enquêter rapidement sur cette attaque et à traduire les auteurs en justice”.

Cette attaque est intervenue alors que des progrès ont été enregistrés dans les pourparlers de paix entre Maliens.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est félicité vendredi de ces progrès, estimant que le paraphe d'un projet d'accord sur la paix et la réconciliation au Mali à Alger le 1er mars par le gouvernement du Mali et la coalition de groupes armés Plateforme était une étape importante.

Samedi soir, le chef de l'ONU a également fermement condamné l'attaque meurtrière. Il a exprimé ses sincères condoléances aux familles des victimes et a souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

“Le Secrétaire général appelle à ce qu'une enquête rapide soit menée et demande que les responsables de cette attaque dans un établissement public soient appréhendés et traduits en justice”, a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

“Il exprime son appréciation pour la réponse rapide des institutions maliennes de maintien de l'ordre et félicite la police de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali pour son appui aux efforts d'enquête en cours”, a-t-il ajouté.